

**EXTRAIT du
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 8 avril 2024

Présidence de Monsieur Bernard COMBES, Maire

L'an deux mil vingt-quatre et le huit avril à 18 heures le Conseil Municipal de la Ville de TULLE, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Bernard COMBES.



N°7e

Etaient présents : M. Bernard COMBES, Maire, M. Jacques SPINDLER, Mme Sylvie CHRISTOPHE, M. Michel BOUYOU, Mme Stéphanie PERRIER, M. Fabrice MARTHON, Mme Christiane MAGRY-JOSPIN, M. Stéphane BERTHOMIER, Maires - Adjoints, M. Pascal CAVITTE, M. Michel BREUILH, Mme Christèle COURSAT, Mme Yvette FOURNIER, Mme Christine BUISSON-COMBE, M. Yvon DELCHET, M. Gérard FAUGERES, Mme Zohra HAMZAOU, M. Serge HULPUSCH, Mme Christine DEFFONTAINE, M. Clément VERGNE, soit 19 Conseillers municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Etaient représentés : Mme Sandy LACROIX par M. Stéphane BERTHOMIER, M. Jérémy NOVAIS par M. Bernard COMBES, Mme Ana-Maria FERREIRA par M. Michel BREUILH, Mme Ayse TARI par M. Fabrice MARTHON, M. Patrick BROQUERIE par M. Jacques SPINDLER, Mme Aïcha RAZOUKI par Mme Sylvie CHRISTOPHE, M. Sébastien BRAZ par Mme Zohra HAMZAOU.

Etaient absents : Mme Micheline GENEIX, M. Grégory HUGUE.
M. Raphaël CHAUMEIL, Mme Anne BOUYER, M. Henry TURLIER, M. Pierre DESJACQUES, M. Dorian LASCAUX à partir de 18h20.

Monsieur Clément VERGNE remplit les fonctions de secrétaire de séance.

**Approbation de la convention entre la Ville et l'association « La Cour des Arts »
définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention
municipale allouée à cette association**

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 notamment son article 10,
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 notamment son article 1^{er},
- Considérant qu'il résulte des dispositions de ces deux derniers textes le fait qu'une autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 € à un organisme de droit privé doit conclure une convention avec ce dernier,
- Considérant que la Ville souhaite qu'une telle convention soit conclue avec les associations appartenant au secteur culturel bénéficiant d'une subvention dont le montant est égal ou supérieur à 7 500 €,
- Vu sa délibération n°6 du 8 avril 2024 par laquelle la Ville de Tulle a alloué une subvention à hauteur de 23 000 euros à l'association « La Cour des Arts »,
- Considérant qu'il convient de conclure une convention avec cette association,
- Vu la convention afférente,

Après en avoir délibéré, approuvé par 24 voix pour
Madame Sylvie CHRISTOPHE, intéressée par cette affaire, ne participe pas à la délibération et ne prend pas part au vote

1 - Approuve la convention entre la Ville de Tulle et l'association « La Cour des Arts » définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention municipale allouée à cette association au titre de l'année 2024.

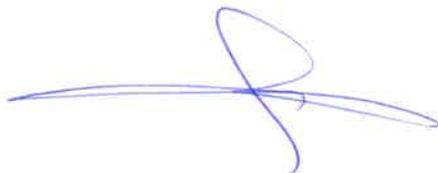
2 - Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document.

3- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

 Le Maire,
Bernard COMBES

Le secrétaire de séance

Clément VERGNE



Transmis au Contrôle de Légalité le : 09 AVR. 2024
Date et ref de l'accusé de réception : 09 AVR. 2024

DTE_08042024

Transmis au contrôle de Légalité le : 09 AVR. 2024
Date et Réf. de l'accusé de réception : 09 AVR. 2024
DTE_08av2024

Convention d'attribution de subvention de fonctionnement à une association locale

Entre les soussignés :

La Commune de Tulle représentée par Monsieur Bernard COMBES, Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du 8 avril 2024,

d'une part,

Et :

L'Association dénommée **la Cour des Arts** représentée par sa Présidente Madame Sylvie CHRISTOPHE, association loi 1901, dont le siège social est 2, Rue des Portes Chanac - 19000 TULLE,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution et d'utilisation de la subvention allouée par la Ville de Tulle à l'Association « la Cour des Arts » dont l'objet défini dans ses statuts est notamment la sensibilisation aux pratiques artistiques.

Article 2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention votée par le Conseil municipal pour l'année 2024 s'élève à **23 000 €** et se décompose comme suit :

- subvention ordinaire : 21 000 €
- subvention exceptionnelle : 2 000 €

Chaque début d'exercice, une avance est versée à l'association. La Ville certifie que ce montant sera inscrit au Budget afférent.

Article 3 : Utilisation de la subvention

Cette subvention permettra de contribuer au fonctionnement de l'association et de et de participer à la mise en œuvre des missions de service public relatives au développement et à la démocratisation de la pratique culturelle (coût des animations, frais de déplacements, frais de rencontres, frais d'actions culturelles,...).

Article 4 : Autres mises à disposition

La Ville de Tulle mettra également à disposition de l'Association les moyens suivants :

- Un local sis dans la Maison des Métiers d'Art à Tulle
- Entretien des locaux et ménage
- Travaux d'impression
- Mise à disposition de personnel occasionnel

Article 5 : Justificatifs à produire

A l'appui de sa demande de subvention l'association devra produire :

- les bilans financiers certifiés conformes,
- les bilans administratifs avec le fonctionnement de l'association et le suivi de l'emploi de la subvention
- le budget prévisionnel
- le rapport d'activités détaillé de l'année antérieure
- le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale

Les subventions exceptionnelles ne seront versées qu'après la manifestation et au vu des justificatifs des dépenses fournies.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année.

Article 7 : Dénonciation

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et notamment de la non réalisation des actions annoncées, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation entraînera alors le reversement de tout ou partie de la subvention attribuée en fonction de l'état d'avancement des actions à réaliser.

Fait à TULLE, le

Pour l'Association,

Pour la Ville,

Sylvie CHRISTOPHE

Bernard COMBES